

VULNÉRABILITÉ ENVIRONNEMENTALE, INÉGALITÉS SOCIO-SPATIALES ET POLITIQUES PUBLIQUES: LE CAS D'HAÏTI

Data de submissão: 05/01/2025

Data de aceite: 05/03/2025

Guerby Sainte

Programa de Pós-Graduação em
Geografia, Instituto de Geociências,
Universidade Estadual de Campinas –
UNICAMP, Campinas/SP

RÉSUMÉ: L'article analyse la vulnérabilité environnementale et les inégalités socio-spatiales en Haïti, en mettant l'accent sur les politiques publiques. On souligne que le pays fait face à un contexte critique en raison de son exposition aux catastrophes naturelles, telles que les inondations et les tremblements de terre, aggravée par la dégradation de l'environnement, notamment la déforestation et l'érosion des sols, ce qui compromet la résilience de la population. Les inégalités socio-spatiales, intensifiées par des processus historiques et par la concentration des ressources dans les zones urbaines, augmentent les risques pour les communautés rurales et périphériques. Les politiques publiques haïtiennes manquent souvent de planification intégrée, de ressources et d'investissements dans des infrastructures adéquates, tandis que la dépendance à l'aide internationale conduit fréquemment à des interventions fragmentées. La recherche conclut qu'une approche holistique, intégrant des politiques

inclusives, des infrastructures résilientes et une participation communautaire, est essentielle pour atténuer les effets environnementaux et réduire les inégalités dans le pays.

MOTS-CLÉS: Vulnérabilité environnementale; inégalité sociale; politique publique.

ENVIRONMENTAL VULNERABILITY, SOCIO-SPATIAL INEQUALITIES AND PUBLIC POLICIES: THE CASE OF HAITI

ABSTRACT: This article analyzes environmental vulnerability and socio-spatial inequalities in Haiti, with a focus on public policies. It highlights the critical context faced by the country due to its exposure to natural disasters, such as floods and earthquakes, compounded by environmental degradation, including deforestation and soil erosion, which undermines the population's resilience. Socio-spatial inequalities, intensified by historical processes and the concentration of resources in urban areas, increase risks for rural and peripheral communities. Haitian public policies often lack integrated planning, resources, and investment in adequate infrastructure, while reliance on international aid frequently

leads to fragmented interventions. The study concludes that a holistic approach, integrating inclusive policies, resilient infrastructure, and community participation, is essential to mitigate environmental impacts and reduce inequalities in the country.

KEYWORDS: Environmental vulnerability; social inequality; public policy.

VULNERABILIDAD AMBIENTAL, DESIGUALDADES SOCIOESPACIALES Y POLÍTICAS PÚBLICAS: EL CASO DE HAÍTI

RESUMEN: Este artículo analiza la vulnerabilidad ambiental y las desigualdades socioespaciales en Haití, con un enfoque en las políticas públicas. Destaca el contexto crítico que enfrenta el país debido a su exposición a desastres naturales, como inundaciones y terremotos, agravado por la degradación ambiental, incluyendo la deforestación y la erosión del suelo, lo que debilita la resiliencia de la población. Las desigualdades socioespaciales, intensificadas por procesos históricos y la concentración de recursos en áreas urbanas, aumentan los riesgos para las comunidades rurales y periféricas. Las políticas públicas haitianas a menudo carecen de planificación integrada, recursos y inversión en infraestructura adecuada, mientras que la dependencia de la ayuda internacional frecuentemente resulta en intervenciones fragmentadas. El estudio concluye que un enfoque holístico, que integre políticas inclusivas, infraestructura resiliente y la participación comunitaria, es esencial para mitigar los impactos ambientales y reducir las desigualdades en el país.

PALABRAS-CLAVE: Vulnerabilidad ambiental; desigualdad social; política pública.

INTRODUCTION

Haïti, situé dans la partie occidentale de l'île d'Hispaniola, dans les Caraïbes, a une trajectoire sociohistorique et économique marquée par des événements géographiques transformatrices, mais également par des difficultés structurelles qui ont façonné sa population au fil des siècles. Ainsi, Santos (1996) considère les événements géographiques comme des phénomènes reflétant l'interaction complexe entre la société, la nature et l'espace. Selon l'auteur, les événements géographiques ne doivent pas être analysés de manière isolée, car ils résultent de processus historiques et sociaux qui configurent le territoire, constituant des expressions de la relation entre la dynamique naturelle et l'organisation sociale. Ils offrent ainsi une vision critique et globale des événements géographiques, en les mettant en avant comme des phénomènes qui transcendent la simple matérialité et qui doivent être compris dans leur relation avec l'espace, la société et le temps.

Em ce qui concerne la configuration spatiale de l'île, depuis le début de la période coloniale jusqu'aujourd'hui, le pays a été confronté à une combinaison d'exploitation, de révoltes révolutionnaires et de crises environnementales, faisant de lui l'un des territoires les plus défiés sur le plan socio-économique dans le monde. Ainsi, au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, comme le souligne Dubois (2012), Haïti, alors connu sous le nom de Saint-Domingue, était une colonie française et considéré comme l'un des plus grands producteurs de sucre au monde, représentant environ 40 % de l'approvisionnement mondial. Cette

production reposait cependant sur l'exploitation de travailleurs asservis, importés du continent africain, qui constituaient environ 90 % de la population coloniale. Cependant, le travail forcé et les conditions inhumaines ont engendré des troubles qui ont culminé avec la Révolution haïtienne (1791-1804), un événement majeur dans la lutte pour la liberté et l'égalité dans la région.

Il convient de souligner que l'indépendance obtenue par Haïti en 1804, considérée comme une étape géo-socio-historique majeure dans le monde, a fait de ce pays le premier dirigé par d'anciens esclaves à se libérer du contrôle colonial. Cependant, ce triomphe a eu un coût extrêmement élevé. Ainsi, la France a imposé une indemnité financière aux grands propriétaires terriens et aux esclavagistes, une dette qui n'a été entièrement remboursée qu'en 1947. Ce fardeau financier a entravé le développement du pays et l'a maintenu dans une position de subordination économique (JAMES, 1989).

Au XXe siècle, Haïti a été confronté à de nombreuses interventions étrangères, notamment une occupation militaire par les États-Unis de 1915 à 1934, visant à protéger les intérêts économiques américains. Cette occupation n'a pas entraîné de transformations significatives en termes d'investissements dans les infrastructures ou de création d'emplois, mais elle a approfondi les inégalités socio-territoriales et la centralisation du pouvoir dans le pays. Sous la dictature de François Duvalier et de son fils Jean-Claude Duvalier (1957-1986), l'économie haïtienne a été marquée par la corruption et la répression, aggravant les inégalités sociales et provoquant un exode massif de professionnels qualifiés (LUNDAHL, 2013).

Aujourd'hui, le territoire haïtien continue de faire face à des problèmes structurels. Le séisme de 2010 a dévasté l'économie, détruit les infrastructures et déplacé des millions de personnes. Bien que l'aide internationale ait été mobilisée, elle a souvent été mal gérée, perpétuant ainsi la dépendance extérieure (FARMER, 2011). De plus, l'agriculture, qui emploie la majorité de la population, reste sous-développée, et le pays dépend largement des importations de produits d'autres pays, notamment de la République dominicaine et des États-Unis.

Il est essentiel de comprendre que la vulnérabilité environnementale est devenue un thème central dans l'étude des interactions spatiales entre la société et l'environnement, ayant des impacts significatifs sur la manière dont les populations sont affectées par les événements géographiques et les changements climatiques actuels. La relation entre vulnérabilité environnementale et inégalité socio-spatiale a fait l'objet d'une attention croissante dans les études sur la durabilité, la justice environnementale et le développement urbain. La perception de la vulnérabilité environnementale renvoie à la susceptibilité d'un système, qu'il s'agisse d'un écosystème ou d'une communauté humaine, aux impacts négatifs causés par des événements géographiques ou des activités humaines, tandis que l'inégalité socio-spatiale reflète les différences d'accès et de répartition des ressources entre différents groupes sociaux et régions géographiques.

Cette recherche vise à explorer les principaux concepts de la vulnérabilité environnementale, en analysant comment elle se relie aux inégalités socio-économiques en Haïti et comment les politiques publiques peuvent contribuer à atténuer les effets associés à ce processus. Par ailleurs, elle cherche à comprendre comment ces événements géographiques sont interconnectés, produisant des effets profonds sur les populations à faible revenu et aggravant les problèmes liés au développement socio-économique du pays. Santos (1996) souligne que les événements géographiques ne sont pas exclusivement des expressions physiques ou naturelles, mais également le résultat des dynamiques Sociales, économiques et politiques qui configurent l'espace géographique.

Dans la perspective de la configuration des dynamiques socio-économiques et politiques, l'espace géographique est compris comme une construction sociale, formée par l'interaction entre la nature et la société au fil du temps. Selon Santos (2000), l'espace géographique est considéré comme une totalité concrète résultant de l'intégration entre des structures naturelles et artificielles, représentée par l'action humaine et ses relations avec l'environnement. Ainsi, cette interprétation élargit la compréhension de l'espace au-delà de sa matérialité, le reconnaissant comme un produit et un déterminant des relations socio-économiques et politiques.

En outre, l'inégalité socio-spatiale et la subordination économique sont considérées comme des phénomènes interconnectés qui entravent à la fois les dynamiques de développement de l'espace urbain et la qualité de vie des populations dans des contextes de disparités économiques. Cette étude cherche à analyser les principales conséquences de l'inégalité socio-spatiale sur les disparités d'accès aux ressources et aux infrastructures entre les différentes régions, ainsi que les défis posés par la dépendance économique lorsqu'une région dépend principalement de capitaux extérieurs ou d'un seul secteur pour sa croissance financière. Enfin, cette recherche tente de comprendre comment les événements géographiques peuvent provoquer des conséquences structurelles sur le développement économique local et régional.

VULNÉRABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET LA PAUVRETÉ SUR LE TERRITOIRE

La vulnérabilité environnementale peut être comprise comme la fragilité de certaines zones et populations face à des événements naturels extrêmes, tels que les inondations, les sécheresses et les glissements de terrain, ainsi qu'à des processus de dégradation environnementale progressive, notamment la pollution, la désertification et les changements climatiques, qui accentuent les risques pour les groupes déjà marginalisés (TURNER, *et al.*, 2003). Ce processus renvoie à la susceptibilité d'un système, qu'il s'agisse d'un écosystème ou d'une communauté humaine, aux dommages résultant de perturbations environnementales, comme les catastrophes naturelles et les changements climatiques. Ainsi, la vulnérabilité est souvent exacerbée par l'absence d'infrastructures et l'exposition à des zones à risque, où la capacité d'adaptation et de récupération des communautés est limitée (ADGER, 2006).

En outre, certaines recherches indiquent que l'inégalité socio-économique amplifie le processus de vulnérabilité environnementale, car les communautés à faible revenu, notamment dans les zones urbaines densément peuplées, sont souvent plus exposées aux risques environnementaux (SATTERTHWAITE, 2008). Ces populations résident généralement dans des zones à risque environnemental, telles que les pentes ou les rives des cours d'eau, où les infrastructures sont insuffisantes et l'accès aux services de base, comme l'assainissement et la santé, est restreint (SMITH et al., 2014). Ainsi, la vulnérabilité environnementale constitue également une question de justice sociale, car les populations les plus vulnérables subissent les impacts environnementaux les plus graves, bien qu'elles contribuent moins à la dégradation de l'environnement.

Ce contexte de vulnérabilité environnementale peut engendrer des inégalités socio-spatiales, notamment lorsque certaines populations, souvent à faible revenu et en conditions précaires, sont disproportionnellement exposées à des risques environnementaux. Dans les villes haïtiennes, par exemple, les régions périphériques abritent souvent des communautés vivant dans des zones sujettes aux inondations et aux glissements de terrain, où il n'existe pas de politiques adéquates d'assainissement et de contrôle environnemental. Comme le soutient Harvey (2005), ces inégalités ne sont pas accidentelles, mais reflètent un processus historique de développement inégal, où les espaces urbains sont façonnés par des dynamiques qui privilégient les intérêts économiques au détriment de la justice sociale.

Ce cycle d'inégalités socio-spatiales et de vulnérabilité environnementale peut aboutir à un cercle vicieux de pauvreté et d'exclusion sociale, où les populations vivant dans des zones à risque subissent des dommages récurrents et disposent de ressources limitées pour se remettre des impacts environnementaux (SMITH *et al.*, 2014). Ce cercle vicieux de pauvreté et d'exclusion sociale est une dynamique dans laquelle la pauvreté perpétue l'exclusion sociale, tandis que celle-ci, à son tour, renforce la condition de pauvreté. Cette relation cyclique est caractérisée par des limitations dans l'accès aux ressources essentielles, telles que l'éducation, la santé et l'emploi, ainsi que par l'exclusion des réseaux sociaux et des politiques publiques qui pourraient briser le cycle.

Selon Sen (1999), la pauvreté ne doit pas être comprise uniquement comme l'absence de revenu, mais comme une privation des capacités fondamentales pour le développement humain. Ce fait contribue à accroître l'exclusion sociale de la population. Cette exclusion sociale marginalise souvent les individus et les communautés, limitant leur participation économique et politique. Pour Castel (1995), cette marginalisation survient lorsque les systèmes d'intégration, tels que le marché du travail et les réseaux de protection sociale, échouent à inclure les individus en situation de vulnérabilité, créant des barrières structurelles qui entravent la sortie de la pauvreté.

Ainsi, des politiques publiques favorisant une éducation inclusive, l'accès à la santé et des opportunités d'emploi sont essentielles pour briser ce cercle vicieux. L'approche multidimensionnelle de la pauvreté, défendue par des auteurs comme Sen (1999), peut orienter des stratégies efficaces, en ne se concentrant pas uniquement sur l'augmentation des revenus, mais également sur l'expansion des libertés et des capacités des individus. Cette situation de pauvreté rend cette population encore plus vulnérable aux événements géographiques, car elle ne dispose pas des moyens nécessaires pour se relocaliser dans d'autres régions.

Dans de nombreux cas, les événements climatiques extrêmes, tels que les ouragans et les inondations, exacerbent ces conditions de précarité, forçant le déplacement de communautés entières et amplifiant leur exclusion sociale (SATTERTHWAITE, 2008), tout en perpétuant des politiques d'inégalités socio-économiques. La vulnérabilité environnementale, qui compromet les infrastructures d'assainissement et les espaces urbains dans les grandes villes, est directement liée aux inégalités socio-spatiales. Ces dernières se manifestent par la concentration des ressources et des opportunités dans certaines zones urbaines, tandis que d'autres restent en marge, avec un accès limité aux services de base, aux infrastructures et à l'emploi.

Dans les pays périphériques, cette inégalité se traduit par le fait que les populations les plus vulnérables sont poussées vers des territoires où les infrastructures sont précaires et les services publics quasi inexistantes (MARICATO, 2011). Selon Harvey (2008), cette inégalité reflète les dynamiques d'accumulation du capital, où la logique du marché oriente les investissements vers les zones les plus rentables, marginalisant les régions considérées comme économiquement moins attractives et perpétuant leur dépendance vis-à-vis des pays centraux du système capitaliste.

L'inégalité socio-spatiale et la dépendance économique créent un cercle vicieux qui nuit au développement territorial et à l'inclusion sociale. Les régions dépendantes d'un seul secteur, comme l'extraction de pétrole ou le tourisme, sont particulièrement vulnérables, car cette dépendance restreint la diversification économique et limite la création d'emplois (PERROUX, 1983). Pour atténuer ces disparités, des politiques publiques favorisant la diversification économique et le développement régional intégré sont nécessaires. Cela implique des investissements dans l'éducation de qualité, des programmes de transfert de revenus et des initiatives d'inclusion sociale pour offrir des opportunités aux générations futures. Ce type d'intervention peut transformer les trajectoires de pauvreté en un développement durable. Enfin, la vulnérabilité environnementale est un phénomène complexe nécessitant des approches interdisciplinaires pour être abordé efficacement. Comme le souligne Adger (2006), la compréhension de la vulnérabilité comme un phénomène social et global est essentielle pour répondre aux défis qu'elle pose. Ce que nous pouvons discuter dans le prochain point.

DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX EN HAÏTI ET PRÉCARITÉ DU TRAVAIL

Haïti, en tant que l'une des nations les plus vulnérables aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement, fait face à de nombreux défis qui ont un impact direct sur sa population et son marché du travail. La combinaison des événements naturels extrêmes et des problèmes structurels de développement crée un scénario où la précarité de l'emploi s'entrelace avec les risques environnementaux, amplifiant ainsi les inégalités sociales et compliquant le développement socio-économique du pays. Le territoire national est constamment exposé à des événements naturels extrêmes tels que les ouragans, les inondations et les tremblements de terre, qui détruisent les infrastructures essentielles et provoquent une grande instabilité socio-économique. Comme mentionné par Pelling et Dill (2010), Haïti est perçu comme l'un des territoires les plus vulnérables aux événements géographiques en raison de sa situation géographique, et ces événements entraînent le pays dans une dégradation environnementale accélérée. De plus, la subordination économique des activités agricoles de subsistance et le manque d'une structure de protection sociale adéquate rendent la population, tant en milieu rural qu'urbain, susceptible à de tels événements géographiques.

En ce qui concerne les événements géographiques qui ont fragilisé la population haïtienne, la notion de vulnérabilité du territoire est liée à des espaces où les populations sont confrontées à des risques socio-environnementaux accrus en raison de facteurs tels que les inégalités socio-spatiales, la précarité des infrastructures et l'exposition à des événements géographiques. Ces territoires reflètent ainsi l'articulation entre des structures historiques, politiques et économiques qui façonnent les relations spatiales. Selon Santos (2000), le territoire n'est pas uniquement un espace physique, mais un espace vécu, conçu à travers les relations de pouvoir et les pratiques sociales qui déterminent les conditions de vie de ses citoyens. Toutefois, la vulnérabilité territoriale est aggravée par des politiques publiques insuffisantes et la concentration des ressources dans les régions privilégiées, ce qui intensifie les inégalités socio-spatiales dans le pays.

Ce processus de vulnérabilité environnementale est aggravé en Haïti en raison de l'exploitation excessive des ressources, illustrée par la déforestation pour la production de charbon, qui est considérée comme l'une des principales sources d'énergie dans le pays. Cette pratique a entraîné un taux alarmant de déforestation, intensifiant les risques d'érosion et de glissements de terrain (SMITH *et al.*, 2014). De plus, les changements climatiques amplifient ces impacts, avec des événements climatiques plus fréquents et graves ainsi que des catastrophes naturelles, qui ont des effets dévastateurs sur les infrastructures et les conditions de vie des personnes les plus pauvres du pays. Ainsi, ces événements géographiques de catastrophes naturelles sont étroitement liés à la fois à la croissance démographique et à la structure de la répartition spatiale de la population dans le pays.

D'un point de vue démographique, la population haïtienne est jeune, comme c'est le cas dans la plupart des pays en développement. Pendant la période de l'indépendance proclamée en 1804, la population haïtienne était estimée à 500 000 personnes. En 1850, ce nombre avait atteint 1 million, et en 1900, il était de 2 millions, représentant une augmentation d'au moins 1,5 million d'habitants au cours du XIXe siècle. Par conséquent, au milieu du XXe siècle, elle avait dépassé 3 millions, atteignant 3 097 222 en 1950. Cependant, en moins de 25 ans, le recensement de 1971 a enregistré une augmentation importante, portant le nombre d'habitants à 4 329 991, et en 1982 et 2003, les populations ont respectivement augmenté de 5 053 190 et 8 373 750.

En 2012, plus de la moitié des Haïtiens avaient moins de 21 ans, et les jeunes de 10 à 24 ans (objet de cette étude) représentaient 33 % de la population totale et presque la moitié (44 %) de la population active. Face à cette réalité, le gouvernement haïtien semble vouloir faire des jeunes une priorité de son agenda politique. Par exemple, depuis 2006, le Secrétariat à la Jeunesse et au Sport est devenu un ministère à part entière. Cependant, le rapport de l'Enquête sur la mortalité, la morbidité et l'utilisation des services de 2012 (EMMUS V) souligne que l'instabilité et l'insécurité des dernières années affectent la capacité des jeunes à participer activement aux choix qui les concernent dans la société haïtienne.

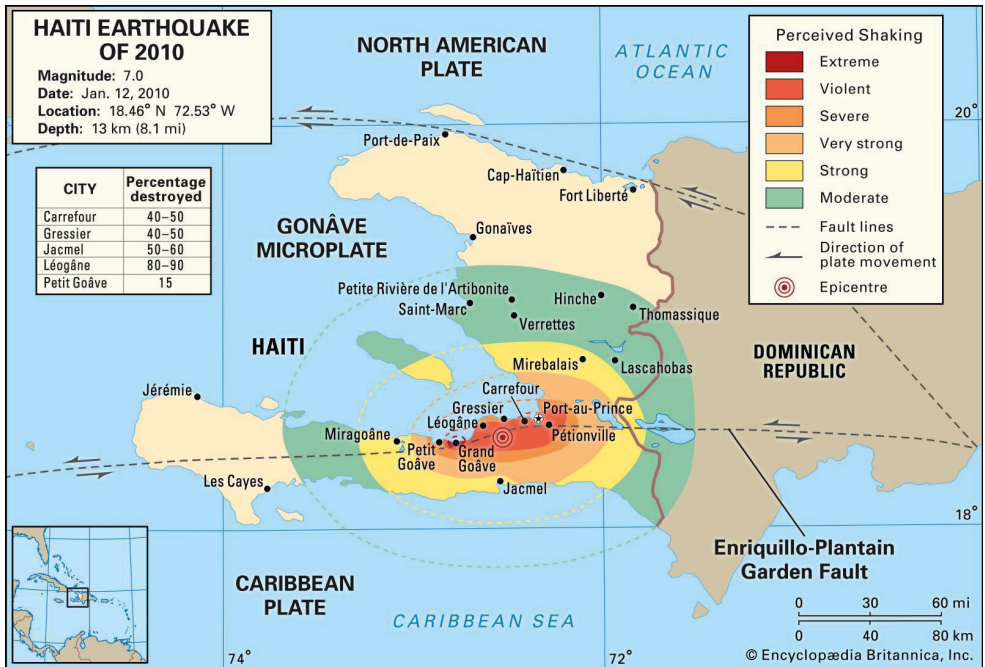
En plus de l'augmentation significative de la population haïtienne, on constate que ces dernières années, un grand déséquilibre entre l'environnement et l'être humain s'est renforcé, affectant excessivement la survie des personnes. Dans ce contexte, le territoire haïtien a traversé, au cours du XXe siècle, 34 événements climatiques extrêmes tels que des tempêtes, des vents violents et des cyclones. Parmi ces événements géographiques, selon le Rapport UNFPA de 2023, environ 80 % se sont produits après 1954, dont 44 % étaient concentrés dans les années 1990. En moyenne, le territoire national est frappé par de grandes catastrophes, telles que des cyclones, des inondations ou des sécheresses, tous les 5 à 7 ans.

Em relação aos desastres catastróficos, Santos (1996) argumenta que des événements comme les ouragans, les tremblements de terre ou les inondations aient une origine naturelle, leurs impacts sont amplifiés ou atténués par des facteurs sociaux et économiques. Il soutient que l'espace géographique est une totalité formée par la coexistence de systèmes naturels et artificiels, où les conditions sociales, économiques et politiques déterminent la vulnérabilité des populations face aux catastrophes. Ainsi, les événements géographiques reflètent des inégalités structurelles, leurs conséquences pesant de manière disproportionnée sur les groupes sociaux les plus vulnérables.

Comme le territoire d'Haïti est situé dans une région des Caraïbes hautement vulnérable aux cyclones tropicaux et situé dans une zone sismique, historiquement marquée par de grands tremblements de terre, il est constaté que le cycle de tempêtes et d'inondations mentionné précédemment a un effet dévastateur sur l'agriculture, comme le mentionne Singh et Cohen (2014) dans le Rapport OXFAM. Ainsi, le territoire haïtien a traversé divers

événements géographiques, principalement les inondations à Fonds Verrettes et Mapou (mai 2004), ainsi que la tempête tropicale Jeanne à Gonaïves le 2 septembre, et l'érosion des pentes a détruit les récoltes, les inondations submergeant les champs des agriculteurs en septembre 2004 (un événement climatique de modérée intensité), résultant en plus de 5 400 victimes mortelles. Les pertes causées par la tempête ont dépassé les 10 milliards de gourdes (265 millions de dollars), ce qui équivaut à 7 % du PIB du pays (UNFPA, 2021), ce qui a ensuite compliqué la pratique agricole.

En 2008, les départements du Sud, des Nippes et du Sud-Est ont été frappés par quatre ouragans successifs. Le manque de couverture forestière et les pentes escarpées ont entraîné des pertes importantes de sols, de récoltes, de bétail et d'infrastructures routières dans les zones rurales, rendant l'accès aux champs et le transport des produits plus difficiles. Les tempêtes ont touché plus de 800 000 personnes, avec de nombreux morts (SINGH; COHEN, 2014). Il en est également de même pour des chocs climatiques, comme l'ouragan Ike (2008), qui a frappé Cuba et Haïti, avec 7 morts à Cuba et cent fois plus en Haïti (793). En plus de ces événements géographiques, le 12 janvier 2010, un tremblement de terre de magnitude 7,3 sur l'échelle de Richter a secoué Haïti pendant 35 secondes. Ce fut le plus fort tremblement de terre à frapper le pays au cours des 200 dernières années. La zone métropolitaine de Port-au-Prince et plusieurs villes comme Léogâne, Jacmel, Grand-Goâve et Petit-Goâve ont été fortement touchées (UNFPA, 2021).



Carte 1. Séisme du 12 janvier 2010: intensité des secousses et niveaux de dégâts

Source: Encyclopedia Britannica, 2010.

Dans ce contexte, le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a causé des dégâts importants et des pertes dévastatrices. La destruction des infrastructures a été massive, avec environ 105 000 résidences complètement détruites et plus de 208 000 endommagées. Plus de 1 300 institutions éducatives et plus de 150 hôpitaux et centres de santé se sont effondrés ou ont cessé de fonctionner. Environ 1,5 million de personnes, soit 15 % de la population totale, ont été directement affectées. Les autorités nationales estiment que plus de 300 000 personnes ont perdu la vie. Les pertes dues à cet événement ont été si importantes qu'environ 1,3 million de personnes ont vécu dans des abris temporaires dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, et plus de 600 000 personnes ont quitté les zones touchées à la recherche d'un refuge dans d'autres régions du pays. Cela a aggravé les difficultés d'accès à la nourriture et aux services de base. Ainsi, la valeur totale de ces dommages et pertes causés par cet événement a été estimée par la Banque mondiale à environ 7,9 milliards de dollars US, soit 120 % du PIB, ce qui correspond à plus du double du produit intérieur brut de 2009 (2,2 fois plus). D'autres pays ont également souffert de tremblements de terre similaires ou plus forts (voir le cas récent du Chili), mais les conséquences ont été bien plus dramatiques pour Haïti.

Cette catastrophe, d'une ampleur sans précédent, a frappé un pays déjà fragile, soumis aux caprices du climat et à une instabilité politique considérable. Cela a conduit la communauté internationale à intervenir immédiatement, envoyant des équipes de secours dans la région et promettant une aide financière ainsi qu'un soutien au processus de reconstruction. Malgré cela et les milliards de dollars engagés, la situation tarde à se normaliser. Le Produit Interieur Brut (PIB) par habitant a chuté d'environ 7 % en 2010 et a augmenté de 3 % l'année suivante. Cependant, bien que limité en termes macroéconomiques, le choc fait partie d'un déclin à long terme. Le dernier Rapport sur le développement humain (PNUD, 2013) souligne que le revenu national brut par habitant (RNB) a constamment diminué pendant plus de 20 ans, perdant 41 % de sa valeur entre 1980 et 2012. Avec une estimation du RNB par habitant de 1 070 dollars constants de 2005 en 2012, Haïti reste le pays le plus pauvre des Amériques et l'un des plus démunis du monde. Haïti est également considérée l'un des pays les plus inégaux du monde.

Moins d'un an après le tremblement de terre dévastateur, en novembre 2012, le pays a été frappé par l'ouragan Tomás, qui a causé des dégâts similaires, ainsi que l'ouragan Sandy en 2012 (SINGH; COHEN, 2014). Cet ouragan Sandy a frappé les Caraïbes entre le 26 et le 28 octobre 2012, causant la mort de 51 personnes et laissant environ 15 disparus en Haïti. Cependant, le pays, avec des habitations et des terrains hautement vulnérables aux inondations, a subi des impacts graves, y compris dans les camps de réfugiés établis après le tremblement de terre de 2010, qui ont également été frappés par la tempête. La région sud d'Haïti a été la plus touchée, couvrant la capitale Port-au-Prince et les 370 000 réfugiés vivant dans des abris improvisés en bois et en tôles métalliques depuis le tremblement de terre. Plus de 200 000 personnes ont perdu leur maison, les résidences le long de la côte ayant été emportées par la mer. Le jour suivant le passage de l'ouragan, 17 200 personnes ont été transférées dans des abris d'urgence dans son contexte de vulnérabilité.

Dans une conjoncture marquée par une crise constante, une grande vulnérabilité face aux événements géographiques et des affrontements entre groupes armés pour le contrôle des zones commerciales et zone métropolitaine de Port-au-Prince, selon les données de Banque Mondiale de 2024, l'économie haïtienne a enregistré une contraction durant cinq années consécutives: 1,7 % en 2019; 3,3 % en 2020; 1,8 % en 2021; 1,7 % en 2022 et 1,9 % en 2023. En 2024, le PIB aurait reculé pour une sixième année consécutive, avec une baisse estimée à 4,2 %, exacerbée par la violence orchestrée par des groupes armés. Après une amélioration du recouvrement des recettes fiscales en 2023 (6,3 % du PIB contre 5,2 % en 2022), cette tendance s'est inversée en 2024, où le taux est tombé à 5,4 % du PIB. Cette situation entraîne une diminution s'explique par la faiblesse de l'activité économique et l'insécurité, qui ont neutralisé les effets du resserrement des contrôles douaniers et de l'augmentation des recettes fiscales liées au pétrole.

En raison de crise de l'insécurité généralisée dans le pays, les investissements publics ont fortement ralenti, entraînant une réduction du déficit budgétaire, passé de 2,3 % du PIB en 2023 à seulement 0,6 % en 2024. L'accord sur l'allègement de la dette avec le Venezuela devrait permettre de faire passer le ratio d'endettement de 24,2 % du PIB en 2023 à 15,2 % en 2024, contribuant ainsi à limiter le recours au financement monétaire. Pour la première fois depuis des années, ce dernier est resté dans la limite statutaire de 20 % des recettes fiscales de l'année précédente. Grâce à cette réduction du financement monétaire, l'inflation, bien qu'encore élevée, a diminué, passant d'un sommet de 49,3 % en janvier 2023 à 29,3 % en août, dans une atmosphère marquée par des perturbations indéfrissables des chaînes d'approvisionnement dues à l'insécurité sur le territoire national

Dans cette conjoncture socio-politique marquée par une insécurité dans le pays fait que la croissance économique reste entourée d'une grande aléa, dépendant principalement de la stabilisation politique et d'une amélioration significative de la sécurité du pays. À court terme, les investissements privés devraient demeurer limités en raison de l'insécurité constante, tandis que la consommation des ménages risque de diminuer, pénalisée par les faibles revenus des travailleurs agricoles et une inflation toujours élevée. Par contre, une légère reprise du PIB du pays est envisagée pour 2025 et 2026, à condition que la stabilité politique et les situations de sécurité s'améliorent avant les élections prévues à la fin de 2025 ou au début de 2026.

Le territoire haïtien demeure confronté à de graves problèmes de sécurité. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, entre janvier et juin 2024, au moins 3 661 personnes ont perdu la vie. Alors que la crise sécuritaire persiste, 5,4 millions d'Haïtiens peinent chaque jour à se nourrir, et les activités des gangs ont entraîné le déplacement de plus de 700 000 personnes (BM, 2024).

En plus des conséquences des événements climatiques et géographiques qui ont secoué le pays, l'économie haïtienne est caractérisée par une informalité intense, la grande majorité de la population vivant dans des conditions précaires avec un taux de chômage croissant. Cependant, le processus de chômage en Haïti est l'une des difficultés les plus significatives rencontrées par la population et les responsables politiques. Caractérisé par une économie fragilisée, une forte dépendance aux investissements étrangers et une infrastructure limitée, le pays fait face à des difficultés structurelles qui entraînent des taux alarmants de chômage. Ce résultat examine les causes et les conséquences du chômage sur le territoire haïtien, en mettant en évidence comment les facteurs économiques, sociaux et politiques contribuent à la perpétuation de ce problème, que peut être développé dans le prochain chapitre.

PROBLÉMATIQUE DE LA VULNÉRABILITÉ ENVIRONNEMENTALE EN HAÏTI ET SES PERSPECTIVES

L'économie haïtienne a été marquée par des instabilités au cours des dernières décennies. Depuis le tremblement de terre de 2010, qui a détruit une grande partie des infrastructures du pays, jusqu'aux crises politiques continues, Haïti a du mal à créer des conditions favorables à un développement économique durable. La dépendance à l'aide internationale et le manque de politiques publiques robustes sont des facteurs qui limitent la croissance économique et la création d'emplois dans le pays. Ainsi, le processus de mondialisation économique joue un rôle important dans ce contexte. Comme le note Santos (2000), les pays périphériques, comme Haïti, sont souvent intégrés à l'économie mondiale dans des positions subordonnées, où l'exploitation de la main-d'œuvre bon marché devient prédominante. Cependant, ces conditions entraînent rarement la création d'emplois de qualité ou de stabilité économique pour la population locale. Ce processus de précarité territoriale peut être analysé sous trois aspects:

Premièrement, le manque de diversification économique. Haïti dépend fortement de secteurs tels que l'agriculture et la production de vêtements pour l'exportation, qui représentent une part importante de son économie. Cependant, ces deux secteurs font face à des défis structurels tels qu'une faible productivité, une vulnérabilité aux changements climatiques et la concurrence internationale, selon l'OIT (2021). Le manque de diversification économique limite la capacité du pays à créer des opportunités d'emploi.

Deuxièmement, les crises politiques et sociales. L'instabilité politique, comprenant des changements fréquents de gouvernement et des manifestations violentes, rend également difficile l'attraction d'investissements étrangers et la croissance du secteur privé. Ces crises entraînent la fermeture d'entreprises et la fuite des capitaux, augmentant les taux de chômage et la précarisation du travail.

Troisièmement, une infrastructure inadéquate est un autre facteur contribuant au chômage en Haïti. Avec des systèmes de transport, d'énergie et de communication limités, le pays rencontre des difficultés pour attirer des investissements industriels et promouvoir la croissance des entreprises locales. Enfin, les impacts socioéconomiques liés aux taux élevés de chômage ont des conséquences directes et indirectes pour la société haïtienne. Le manque d'emplois stables contribue à l'augmentation de la pauvreté, de la migration vers d'autres pays et de la violence urbaine. Selon les données de la Banque mondiale (2020), plus de 60 % de la population haïtienne vit sous le seuil de pauvreté, une réalité accentuée par le manque d'opportunités économiques. De plus, la jeunesse haïtienne fait face à des défis particuliers liés à la précarité. Avec un taux de chômage des jeunes estimé à 30 %, de nombreux jeunes se tournent vers le travail informel ou migrent à la recherche de meilleures opportunités, ce qui entraîne la perte de capital humain essentiel pour le développement du pays. Cette précarité dans le travail est exacerbée dans des contextes où le marché du travail est désorganisé et où il n'existe pas de politiques publiques adéquates pour garantir les droits des travailleurs. Du point de vue haïtien, ce marché informel absorbe une grande partie de la force de travail, rendant impossible l'accès à la sécurité et aux droits de base sur l'ensemble du territoire national.

En ce qui concerne l'exacerbation de la pauvreté, le travail informel est une réalité prédominante sur le territoire haïtien, reflétant le manque d'opportunités dans le secteur formel et l'absence de politiques publiques visant à promouvoir l'insertion socio-économique. Selon les données mentionnées par l'Organisation Internationale du Travail en 2018, plus de 80 % de la population économiquement active en Haïti est employée dans le secteur informel, impliquant des activités telles que le commerce ambulant, l'agriculture de subsistance et les travaux domestiques. Cette prédominance est directement liée au manque d'industrialisation et au faible niveau d'éducation, qui limitent les perspectives d'emploi formel. La fragilité des institutions haïtiennes et les inégalités socio-spatiales renforcent la dépendance à des secteurs informels peu productifs et dépourvus de protection sociale.

En outre, cette dépendance au travail informel perpétue les cycles de pauvreté, car ces emplois n'offrent généralement ni sécurité sociale, ni stabilité, ni des conditions de travail décentes. Ainsi, Amartya Sen (1999) affirme que le développement ne se limite pas à la croissance économique, mais inclut également l'augmentation des libertés individuelles, lesquelles sont entravées dans des contextes de vulnérabilité socio-économique. Ces situations de vulnérabilité socio-économique ont conduit le territoire haïtien à connaître des flux migratoires significatifs, dirigés principalement vers des pays tels que le Brésil, les États-Unis, la République Dominicaine, le Canada et la France. Ces mouvements migratoires sont motivés tant par la recherche de travail que par la nécessité de fuir les crises environnementales et socio-politiques.

Concernant la création d'emplois dans les zones franches industrielles, notamment dans le secteur de l'habillement, cela représente une part importante des possibilités d'emploi formel en Haïti. Cependant, les conditions de travail dans le secteur de la production de vêtements sont marquées par l'exploitation du travail, avec un impact limité sur la croissance socioéconomique du pays (DUPUY, 2014). Ainsi, une grande partie des travailleurs se retrouve dans une situation d'hésitation: rester dans des emplois informels et mal rémunérés ou accepter des emplois dans des conditions défavorables dans les Parcs Industriels: Caracol (2012) ou CODEVI (2002).

Le contexte de ce processus de vulnérabilité environnementale et de précarité du travail dans les parcs industriels de Caracol et de CODEVI forme un circuit spatial de production vicieux sur le territoire haïtien. Dans des régions à risque environnemental, où l'accès aux services et aux infrastructures est limité, les populations locales trouvent peu d'alternatives en dehors du travail informel ou des emplois à bas salaires dans les zones franches industrielles. Ainsi, Adger (2006) rappelle que cette vulnérabilité socioéconomique et environnementale est éminemment interconnectée, de sorte que les effets négatifs dans une dimension finissent par aggraver d'autres lieux ou régions.

Dans cette perspective, les événements géographiques ou environnementaux extrêmes, tels que les tremblements de terre, les ouragans et les inondations, perturbent violemment les conditions de travail sur le territoire haïtien, en anéantissant les infrastructures et en interrompant les chaînes de production. Par conséquent, les travailleurs des secteurs de subsistance et informels sont les plus touchés, car ils ne bénéficient pas de la protection sociale qui permet une récupération appropriée après ces événements géographiques. Satterthwaite (2008) souligne que les populations vivant dans des régions avec peu d'infrastructures et une forte vulnérabilité environnementale connaissent une récupération socioéconomique beaucoup plus lente, ce qui permet l'augmentation des inégalités socio-spatiales et de la pauvreté dans le pays.

Pour traiter les problèmes environnementaux et la précarité du travail sur le territoire national, il est essentiel que le gouvernement développe des politiques publiques en investissant dans la construction d'infrastructures afin de minimiser les impacts de ces événements géographiques. L'État peut mettre en œuvre des politiques de protection, telles que le reboisement des zones les plus vulnérables à ce processus, afin de réduire et contrôler les impacts de l'érosion. Ces politiques gouvernementales mises en œuvre peuvent contribuer à la réduction des risques et à la perte de vies et de biens matériels et immatériels dans les grandes villes et les zones rurales (TURNER *et al.*, 2003).

Il est d'une grande importance que le gouvernement développe certaines politiques en s'inspirant des expériences d'autres nations dans des situations similaires, montrant que l'efficacité des politiques de résilience, telles que le développement d'infrastructures protégées et le renforcement du marché du travail formel, peut être adaptée pour réduire la vulnérabilité socioéconomique de la population (HARVEY, 2005). Ainsi, la coopération internationale et la consolidation de la gouvernance locale peuvent être utilisées comme des éléments cruciaux pour transformer la vulnérabilité territoriale et la précarité du travail en une opportunité de développement socioéconomique du pays.

Cependant, ces problèmes environnementaux et la précarité du travail dans le territoire haïtien révèlent une réalité interconnectée et complexe, où l'inégalité socioéconomique et le manque d'infrastructures rendent les populations plus vulnérables aux crises environnementales et à l'insécurité du travail. Ainsi, l'établissement de politiques intégrées dans le pays, qui abordent simultanément les questions sociales, environnementales et du travail, est d'une grande importance pour stimuler le développement socioéconomique et peut assurer une amélioration des conditions de vie des populations les plus touchées sur le territoire national.

Dans cette perspective, la pénurie d'infrastructures urbaines en Haïti est une question critique qui aggrave la vulnérabilité de la population face aux crises environnementales et à l'insécurité du travail. Avec une histoire marquée par des défis économiques, sociaux et politiques, Haïti fait face à une situation d'infrastructure insuffisante qui impacte directement les conditions de vie et de travail de sa population. Pourtant, cette défaillance structurelle contribue à l'intensification des inégalités et de la précarité dans le pays.

L'infrastructure urbaine inadéquate en Haïti joue un rôle important dans l'amplification des effets des crises environnementales. L'ouragan Sandy, qui a dévasté le pays en 2012, a révélé les fragilités structurelles existantes, avec des milliers de personnes sans-abri et des camps de réfugiés gravement touchés (PNUD, 2013). Le manque de systèmes de drainage efficaces, de logements résilients et de réseaux de transport adéquats exacerbe les conséquences des inondations et des glissements de terrain, exposant la population à des risques importants. Selon Pelling (2011), la résilience face aux changements climatiques est directement liée à l'infrastructure disponible, notamment dans les zones urbaines. Cependant, en Haïti, des villes comme Port-au-Prince connaissent une urbanisation accélérée et désordonnée, avec des quartiers informels construits sans planification adéquate. Cela entraîne des communautés entières vulnérables aux catastrophes naturelles, avec des impacts qui touchent fréquemment les plus pauvres de manière disproportionnée.

Outre les crises environnementales, la pénurie d'infrastructures perpétue également l'insécurité dans le travail. Le secteur de l'habillement, l'un des principaux employeurs du pays, opère souvent dans des conditions précaires, avec des usines installées dans des endroits mal équipés pour garantir la sécurité et le bien-être des travailleurs (KLEIN, 2014). L'absence de régulations effectives et de contrôles adéquats aggrave l'exploitation de la main-d'œuvre bon marché, en particulier dans les zones franches industrielles. Santos (2000) souligne que la mondialisation économique contribue à l'installation d'industries dans les pays périphériques avec des infrastructures limitées, où les coûts sont réduits au détriment de la sécurité et des droits des travailleurs.

En Haïti, cette logique est évidente, les entreprises étrangères exploitant les lacunes des politiques locales pour maximiser leurs profits, tout en offrant peu en termes de développement durable ou d'amélioration des conditions de vie. Pour faire face à ces difficultés, il est essentiel d'investir dans des infrastructures de base et résilientes, qui non

seulement atténuent les impacts des crises environnementales, mais fournissent également une base pour la sécurité au travail et le développement économique. Les initiatives combinant des politiques publiques solides et des partenariats internationaux peuvent jouer un rôle important dans la transformation d'Haïti. Comme le suggère Sen (1999), un développement socioéconomique adéquat doit être compris comme un processus qui élargit les capacités des individus, leur permettant de participer pleinement à la vie économique et sociale.

Pour promouvoir le développement socioéconomique et garantir la participation effective de la population à la vie sociale et économique d'Haïti, les politiques publiques gouvernementales jouent un rôle essentiel dans la réduction des inégalités socio-environnementales. Cependant, leur efficacité dépend de l'adoption d'approches intégrées et participatives. Il est crucial que les programmes visant à réduire la vulnérabilité environnementale prennent en compte les spécificités locales et mettent en œuvre des stratégies inclusives. Un exemple serait la formulation de politiques de logement approprié, capables d'offrir des logements dignes et sécurisés pour les populations vulnérables.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Selon les faits mentionnés, la vulnérabilité environnementale, les inégalités socio-spatiales et les difficultés liées aux politiques publiques sur le territoire haïtien révèlent la nécessité impérieuse d'une interprétation intégrée pour aborder ces questions interconnectées. Ainsi, le parcours historique et socio-économique du pays, marqué par l'exploitation coloniale, la dégradation environnementale et une gouvernance affaiblie, a intensifié les impacts des crises sociales et environnementales, maintenant un cycle d'exclusion et de pauvreté. Le taux de chômage en Haïti est ainsi une reproduction des profondes inégalités socio-économiques qui caractérisent le territoire national. Pour aborder cette problématique, des efforts systématisés entre le gouvernement, le secteur privé et la communauté internationale sont nécessaires. C'est à travers une combinaison collective qu'il sera possible de créer les conditions nécessaires pour transformer l'économie haïtienne. De plus, l'absence d'infrastructures sur le territoire national augmente la vulnérabilité sociale de la population face aux crises environnementales et à l'insécurité au travail, perpétuant ainsi des cycles d'inégalités et de pauvreté.

Pour faire face à ces difficultés, il est crucial d'investir dans des politiques publiques inclusives qui tiennent compte des particularités régionales et renforcent la résilience des communautés les plus vulnérables. Cela inclut le renforcement d'une infrastructure adéquate, la promotion de pratiques agricoles régénératrices et la diffusion de la participation communautaire dans les processus décisionnels du pays. De plus, il est fondamental d'aligner l'aide internationale sur les véritables besoins régionaux et locaux, en évitant des interventions fragmentées qui n'apportent pas de transformations structurelles sur le territoire national. Ainsi, le cas d'Haïti montre l'importance d'une approche holistique qui intègre la justice sociale et environnementale pour améliorer la situation de la population.

En tenant compte de ce qui a été analysé, nous recommandons certains effets importants afin que l'État prenne des initiatives pour améliorer les situations sociales et environnementales du pays. Premièrement, il convient de renforcer la gouvernance locale et régionale. Dans ce cadre, le gouvernement haïtien doit investir dans la formation des autorités régionales et locales pour mettre en œuvre et planifier des politiques publiques qui répondent aux besoins des citoyens haïtiens. Deuxièmement, l'État doit prioriser une politique d'éducation environnementale et de participation communautaire dans le but de sensibiliser la population aux enjeux sociaux et environnementaux et d'intégrer les populations les plus défavorisées dans le processus décisionnel. Troisièmement, l'État doit établir des partenariats stratégiques entre les gouvernements, les organisations internationales et la société civile afin de mobiliser les ressources nécessaires pour réduire la vulnérabilité du pays. Enfin, l'État doit prioriser les investissements dans les infrastructures permettant de protéger les citoyens contre les catastrophes environnementales, telles que des habitations sécurisées et des systèmes de drainage appropriés pour contrer ses risques environnementaux.

RÉFÉRENCES

- ADGER, W. N. Vulnerability. *Global Environmental Change*, n. 16, v. 3, p.268–281, 2006.
- BOURDIEU, P. The Forms of Capital. In J. Richardson (Ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. Greenwood Press, 1986.
- CASTEL, R. Les Métamorphoses de la Question Sociale: *Une Chronique du Salarial*. Fayard, 1995.
- DUBOIS, L. *Haiti: The Aftershocks of History*. New York: Metropolitan Books, 2012.
- FARMER, P. *Haiti After the Earthquake*. PublicAffairs, 2011.
- HARVEY, D. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press, 2005.
- HARVEY, D. *The Right to the City*. New York: Verso, 2008.
- JAMES, C. L. R. *The Black Jacobins: Toussaint L'Ouverture and the San Domingo Revolution*. Vintage Books, 1989.
- KLEIN, N. *This Changes Everything: Capitalism vs. The Climate*. Simon & Schuster, 2014.
- LUNDAHL, M. *Poverty in Haiti: Essays on Underdevelopment and Post Disaster Prospects*. Palgrave Macmillan, 2013.
- MARICATO, E. *O impasse da política urbana no Brasil*. São Paulo: Vozes, 2011.
- PELLING, M.; DILL, K. Disaster politics: Tipping points for change in the adaptation of socio-political regimes. *Progress in Human Geography*, n. 34, v. 1, p.21–37, 2010.

PELLING, M. *Adaptation to Climate Change: From Resilience to Transformation*. London: Routledge, 2011.

PERROUX, F. *Pour une philosophie du nouveau développement*. Paris: Aubier Montaigne, 1983.

SINGH, Bhawan; COHEN, Marc J. *Adaptation aux changements climatiques: le cas d'Haïti*. Rapports de Recherche OXFAM, 2014.

SACHS, J. D. *The age of sustainable development*. New York: Columbia University Press, 2015.

SANTOS, Milton. *A Natureza do Espaço: Técnica e Tempo, Razão e Emoção*. São Paulo: Hucitec, 1996.

SANTOS, M. *Por uma outra globalização: Do pensamento único à consciência universal*. Rio de Janeiro: Record, 2000.

SATTERTHWAITE, D. *Cities Contribution to Global Warming: Notes on the Allocation of Greenhouse Gas Emissions*. *Environment and Urbanization*, n.20, v.2, p.539–549, 2008.

SEN, A. *Development as Freedom*. Oxford University Press, 1999.

TURNER, B. L., KASPERSON, R. E., et al. *A framework for vulnerability analysis in sustainability science*. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, n. 100, v. 14, p.8074–8079, 2003.

SMITH, K. et al. *Risks, Preferences and Decision-Making: Addressing Key Challenges for Poverty Reduction in Developing Countries*. *Annual Review of Environment and Resources*, n. 39, p.563–588, 2014.

UNDP (PNUD). *Human Development Report 2019: Beyond Income, Beyond Averages, Beyond Today*. United Nations Development Programme, 2019.

UNFPA – Fonds des Nations Unies pour la Population. *Population, Environnement et Changement Climatique*. Port-au-Prince, 2021. Disponível em: https://haiti.unfpa.org/sites/default/files/pubpdf/Changement_climatique_vers_2.pdf. Acessado: 07/01/2025.